XXVIIème PARLEMENT DES ENFANTS

Année 2023-2024

PROPOSITION DE LOI

visant à favoriser la pratique sportive chez tous les jeunes

Rédigée et présentée par les

Élèves de la classe de CM1/CM2

de Mme Karine JUNCA-PERRUCHOT et Mme Marie-Ange MORAL,

école primaire FRIDA KAHLO à BRUGES,

circonscription électorale de Mme Alexandra MARTIN

Exposé des motifs

Mesdames et Messieurs,

La France prépare actuellement les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. Le président de la République a déclaré à cette occasion qu'il voudrait que notre pays devienne « une nation sportive ».

A l'école, les enfants sont sensibilisés aux bienfaits de la pratique du sport. Elle prévient certaines maladies et en premier lieu les maladies cardiovasculaires. La pratique régulière du sport est essentielle pour le bien-être sur le plan physique et mental. Elle favorise la création de liens sociaux et la transmission de valeurs positives.

Selon l'OMS, les jeunes de 5 à 17 ans devraient consacrer soixante minutes par jour à l'activité physique. En France, les enfants font plus de sport à l'école que dans les autres pays (2^{ème} en Europe en 2020-2021 d'après le réseau Eurydice). Mais seulement 9% des filles et 17% des garçons de 11 ans appliquent ce qui est recommandé par l'OMS. C'est pourquoi notre proposition de loi se concentre sur le temps extrascolaire.

De nombreux enfants souffrent de sédentarité et n'ont pas une pratique sportive régulière.

Nous avons mené une étude dans notre école pour en comprendre les raisons. L'analyse des résultats montre que 40% des élèves préfèrent les écrans au sport. Par ailleurs, certains n'osent pas aller en club parce qu'ils ont peur des compétitions (notamment les filles). Enfin, on voit que les enfants qui pratiquent du sport sont motivés par des modèles comme Kylian MBappé, Antoine Dupont ou Simone Bayles.

En classe, nous avons rencontré Guillaume Ducrocq, membre de l'équipe de France de Volley assis ; il nous a fait aimer sa discipline. Nous pensons qu'il faudrait donner aux jeunes des exemples d'athlètes féminines et d'athlètes handisport. Donner plus de valeur au sport féminin et au handisport est nécessaire pour lutter contre les inégalités.

La présente loi prévoit d'organiser une fête pour célébrer les sports et donner envie aux jeunes en prenant exemple sur la fête de la musique. Nous souhaitons également encourager les sections loisirs dans les clubs.

Certains enfants ne pratiquent pas d'activité physique parce que celle-ci n'est pas suffisamment accessible.

Leurs parents manquent de temps pour les conduire. C'est pourquoi la présente loi propose de favoriser les transports collectifs entre les établissements scolaires et les infrastructures sportives. Elle prévoit, en outre, la mise en place de pistes cyclables sécurisées qui permettrait aux jeunes d'être autonomes pour rejoindre les complexes sportifs. La pratique du vélo (de la trottinette, des rollers...) a plusieurs avantages : elle augmente l'activité physique, elle est économique et respectueuse de l'environnement.

Dans certaines communes, il faudrait également construire davantage d'infrastructures. Par exemple, notre école n'a pas accès aux piscines et nous ne pouvons pas apprendre à nager. Ainsi, la présente loi propose de soutenir les collectivités dans leur investissement dans les infrastructures sportives.

Proposition de loi

Article 1

Une « Fête du Sport » a lieu dans toute la France le deuxième vendredi et le deuxième samedi du mois de septembre. Elle est promue par une campagne de communication. Les actions suivantes peuvent se tenir : des interventions de sportifs et sportives dans les écoles, une sensibilisation au handisport, des ateliers pour essayer des sports, des présentations d'activités par les clubs, la création d'un prix littéraire sur le thème du sport.

Article 2

Afin de favoriser la pratique et l'accompagnement du sport chez les jeunes, les sections loisirs au sein des clubs et des fédérations sont rendues plus accessibles, notamment avec la mise en place d'un accompagnement collectif depuis l'établissement scolaire vers les infrastructures sportives.

Article 3

Chaque école, collège, lycée, complexe sportif doit être accessible via des pistes cyclables sécurisées.

Article 4

Un fonds dédié au soutien des projets d'investissement des collectivités territoriales dans les infrastructures sportives est mis en place.